

Crise politique

Charles Michel gagne du temps dans son bras de fer avec la N-VA

- L'exécutif n'est pas en mesure de valider le Pacte migratoire de l'Onu
- Mais le Premier ministre et la N-VA évitent la chute du gouvernement. Pour le moment...
- La soudaine fronde des nationalistes contre le Pacte vient de l'angoisse de perdre des électeurs au profit de l'extrême droite.

Diplomatie

Pour l'Onu, la Belgique soutient le Pacte : les Nations unies partent du principe que la Belgique soutient toujours le Pacte sur les migrations, quelles que soient les circonstances dans lesquelles le Premier ministre se rend à Marrakech, affirme dans *De Standaard* la haute diplomate Louise Arbour, qui a mené les négociations sur le texte aux Nations unies. "Les Nations unies acceptent la représentation de la Belgique par le Premier ministre. Nous n'avons rien à redire à ce qu'il représente le Parlement plutôt que le pouvoir exécutif. Dans chaque pays, cette question est réglée de différentes manières. Chaque pays détermine lui-même comment il se fait représenter sur la scène internationale", indique M^{me} Arbour. En l'absence d'une contre-indication, Louise Arbour part du principe que la Belgique soutient toujours le Pacte : "La Belgique s'est rangée en juillet derrière le Pacte, après une procédure très transparente et claire. La suite logique de la procédure est l'approbation unanime du Pacte par tous les pays présents à Marrakech, quelle que soit la forme de leur représentation", a ajouté la diplomate. (Belga)

La situation politique est complètement figée. Jeudi, en séance plénière de la Chambre, le Premier ministre Charles Michel (MR) était invité à dire s'il allait soutenir au nom de la Belgique le Pacte migratoire de l'Onu lors du sommet de Marrakech, ces 10 et 11 décembre, puis lors de l'Assemblée générale des Nations unies qui doit normalement se tenir le 19 décembre à New York. Après un débat de plusieurs heures, il n'a donné aucune réponse claire.

En fait, on en est toujours au même point que mardi. Dans la coalition fédérale, MR, CD&V et Open VLD soutiennent le Pacte. La N-VA y est fermement opposée. Mardi soir, face à ce blocage, M. Michel demandait au Parlement de se prononcer sur le Pacte. Et il annonçait qu'il porterait le message des députés au sommet de Marrakech, malgré les menaces de la N-VA de faire tomber le gouvernement.

Mercredi, une large majorité alternative – sans la N-VA, donc – votait en commission parlementaire une résolution qui, d'une part, soutenait le Pacte et, d'autre part, demandait une concertation des pays européens pour aboutir à une déclaration interprétative commune du texte onusien. Le vote a été confirmé jeudi soir lors de la séance plénière de la Chambre, mais sur un texte modifié. Ce dernier demande à présent clairement au gouverne-

ment d'adopter le Pacte. Le PS l'a dès lors soutenu, alors qu'il s'était abstenu mercredi.

Toutefois, ce que les députés voulaient savoir, surtout ceux de l'opposition, c'est ce que ferait le Premier ministre de ce mandat parlementaire. La question n'est pas anodine. La compétence des relations extérieures de la Belgique est du ressort du gouvernement. Pas du Parlement. Or, pour que le gouvernement valide une décision, il doit nécessairement obtenir un consensus en son sein. C'est un prescrit constitutionnel. Le hic, c'est que ce consensus est inatteignable vu le refus de la N-VA.

"Il revient au gouvernement de définir la position de la Belgique. Le Premier ministre a dit qu'il irait à Marrakech pour soutenir le Pacte. C'est donc bien une position du gouvernement", a clamé Catherine Fonck (CDH), rejointe par d'autres élus de l'opposition. Sauf que Charles Michel n'a pas confirmé cela, jeudi.

Séance de circonvolutions

"La parole de la Belgique compte", a-t-il déclaré en référence à son discours du 27 septembre aux Nations unies dans lequel il assurait que la Belgique signerait le Pacte migratoire. "Mais comme Premier ministre, je mesure dans ce moment de gravité politique que la Constitution belge n'est pas un chiffon de papier. Je devrai veiller jour après

jour, à Marrakech, mais aussi dans les jours après Marrakech, comment il sera possible, à chaque fois, de défendre mon point de vue, ma conviction au sein du Conseil des ministres, du comité ministériel restreint, avec le Parlement, mais en même temps veiller – et je le ferai certainement – au respect complet de la Constitution."

Se perdant en circonvolutions, il ajoute : "Il y a l'exigence de la responsabilité. Je choisirai le camp du respect de nos institutions. Je considère que ce vote est un

signal très fort du Parlement. Et je considérerai que cette résolution m'oblige, à titre personnel, dans le respect de nos institutions et de la Constitution. (sic)"

Bref, qu'a-t-il voulu dire... ? En gros, la même chose que mardi soir. Il ira à Marrakech indiquer qu'une large majorité, en Belgique, soutient le Pacte. Mais il ne pourra pas le faire au nom de son gouvernement.

On s'essaye à une analyse. Ni Charles Michel, ni la N-VA ne veulent faire tomber le gouvernement. Pas maintenant, en tout cas. Le Premier ministre cherche visiblement à gagner du temps. La vraie réunion décisionnelle pour l'adoption du Pacte migratoire,

ce n'est pas celle de Marrakech, mais celle de New York, dont la date sera définitivement fixée au Maroc. Vu les débats intenses que suscite le texte en Europe et dans le monde, il est tout à fait possible que la réunion de l'Onu soit reportée (après le 19 décembre). La majorité pourrait profiter de ce délai pour faire voter à la Chambre un maximum de mesures socio-économiques, dont le budget 2019 et le *job's deal*, avant de faire tomber le gouvernement en raison du blocage persistant sur le Pacte. L'exécutif fédéral serait alors en affaires courantes jusqu'aux élections du 26 mai.

Il y avait d'ailleurs un parfum de campagne électorale, jeudi, à la Chambre. Le VLD et le CD&V ont attaqué durement la N-VA. Ils estiment qu'elle devrait dès à présent quitter le gouvernement si elle refuse de soutenir le Pacte. Ils lui reprochent d'avoir attendu que le texte soit validé par la Belgique pour le rejeter. Paraphrasant l'ancien ministre français Jean-Pierre Chevènement, Patrick Dewael (Open VLD) a lancé: "Un ministre ferme sa gueule ou démissionne."

Antoine Clevers

Qu'a voulu dire
le Premier?
En gros,
la même chose
que mardi soir.

La nervosité de la N-VA s'explique par la concurrence du Belang

Au fond, d'où vient la soudaine révolte de la N-VA face à l'adoption du Pacte de l'Onu? Il y a trois semaines, les partenaires des nationalistes flamands au sein du gouvernement Michel ont été surpris de constater que Theo Francken n'en voulait plus. Le bureau de parti de la N-VA avait confirmé que les réticences du secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration correspondaient à la ligne officielle.

Kurz comme point de repère

L'abstention envisagée par l'Autriche à l'égard du Pacte onusien a été l'un des éléments déclencheurs de la fronde des nationalistes flamands. Le chancelier Sebastian Kurz s'est hissé au pouvoir en rajeunissant l'image de la droite conservatrice grâce à un discours sécuritaire, identitaire et anticomunitariste particulièrement bien emballé en termes de communication. Pour la N-VA, qui veut construire sa prochaine campagne électorale sur la sécurité et l'identitaire (en plus des questions socio-économiques), la rupture initiée par Kurz à l'égard du Pacte avait une résonance toute particulière et fixait un cap.

Evidemment, le contexte électoral belge après le scrutin communal et avant l'échéance de mai 2019 a rendu la N-VA très attentive aux positions des formations politiques dont elle se sent proche en Europe et qui ont le vent en poupe. Pour rappel, si l'on projette les résultats du scrutin local en termes de sièges parlementaires, les nationalistes flamands doivent s'attendre à une grosse défaite le 26 mai 2019, date des élections fédérales, régionales et européennes. La N-VA resterait le plus grand parti, mais perdrait respectivement neuf et onze sièges à la Chambre et au Parlement flamand. Une perte énorme. Pire, ces voix perdues se reporteraient vers l'extrême droite flamande: le Vlaams Belang gagnerait sept sièges à la Chambre et onze au Parlement flamand.

L'état-major du parti a vu ces résultats comme un signal d'alerte: il fallait repositionner la N-VA un cran de plus vers la droite sur le plan de la migration afin de donner le change face à une possible remontée du Vlaams Belang. On le sait, la victoire de la

N-VA en 2014 était due en grande partie au siphonnage des électeurs de l'extrême droite.

Une campagne désastreuse...

Cette volonté de concurrencer le Vlaams Belang est sans doute également à l'origine de la campagne de communication désastreuse de mardi dernier. Alors qu'une négociation en "kern" sur le Pacte onusien était annoncée à 15 heures, le service de communication du parti nationaliste a lancé sur le web une série de slogans radicaux à l'égard du Pacte de l'Onu. Charles Michel avait vu rouge et avait annulé la réunion annoncée entre les principaux ministres de la "suédoise". La N-VA a retiré ses slogans des réseaux sociaux à la demande du Premier ministre. Bart De Wever lui-même a fait son mea culpa: cette communication défailante "a semé de la confusion et on aurait pu s'en passer, comme d'une rage de dents".

Mais le mal était fait: beaucoup d'observateurs ont jugé cette campagne digne du Vlaams Belang, les journaux flamands ont été très sévères. Le parti d'extrême droite a même félicité la N-VA pour son initiative... On connaît la suite: le soir même, Charles Michel mettait le parti de Bart De Wever au pied du mur en annonçant qu'il irait à Marrakech sans avoir obtenu de consensus au sein du gouvernement fédéral.

Le pouvoir de De Wever en question

Ce dérapage incontrôlé dans la communication de la N-VA était inhabituel, étrange même. Bart De Wever n'est pas le genre de président à laisser les choses au hasard. Selon certains, très pris par les négociations pour la constitution de la majorité locale à Anvers, il aurait desserré son emprise sur le parti, laissant prendre beaucoup de place à la branche la plus radicale de la N-VA sur le plan de la migration. Ce courant interne au parti, soucieux de ne pas se laisser trop distancer par le Vlaams Belang, serait à l'origine de la campagne aux relents d'extrême droite diffusée sur les réseaux sociaux en début de semaine.

F.C.